

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 MARS 2018**

DS/LD

**OBJET : 2.1.1 – ADMINISTRATION GENERALE – RESSOURCES HUMAINES – RIFSEEP –
COMPLEMENT INDEMNITAIRE**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

Etait absent :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : 2.1.1 – ADMINISTRATION GENERALE – RESSOURCES HUMAINES –
COMPLEMENT INDEMNITAIRE**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération du 14 décembre 2016, le bureau syndical a instauré un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (part « indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise »). Il a également délibéré le 15 novembre 2017 pour adapter ce régime indemnitaire pour le grade d'agent de maîtrise territorial et fixer le sort du RIFSEEP en cas de temps partiel thérapeutique.

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle (I.F.S.E.),
- le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (C.I.).

La partie I.F.S.E. a été créée au sein du SEBA par les délibérations susvisées.

Le présent projet de délibération concerne la mise en place du Complément Indemnitaire.

Le complément indemnitaire est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément est facultatif.

A.- Les bénéficiaires du C.I.

Il est proposé d'instaurer, dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'État, le complément indemnitaire :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'État. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation définis dans le cadre de l'entretien professionnel. Ces montants ne sont pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre et peuvent être compris entre 0 et 100 % du montant maximal.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les modalités et critères énumérés dans la délibération du 22 mars 2017 « ENTRETIEN PROFESSIONNEL AGENTS – CRITERES EVALUATIONS VALEUR PROFESSIONNELLE »

- Catégories A
 - Arrêtés du 17 décembre 2015 et du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF
Groupe 1	<i>Directeur général des services</i>	600 €	1 200 €	6 390 €
Groupe 2	<i>Directeur de pôle</i>	600 €	1 200 €	5 670 €

- Catégories B

- Arrêtés du 17 décembre 2015 et du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF
Groupe 1	<i>Responsable de service</i>	600 €	1 200 €	2 380 €

- Arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 au corps des techniciens supérieurs du développement durable dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les techniciens territoriaux.

TECHNICIENS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF
Groupe 1	<i>Responsable de service</i>	600 €	1 200 €	1 620 €
Groupe 2	<i>Technicien à compétences multiples</i>	600 €	1 200 €	1 510 €
Groupe 3	<i>Technicien à missions d'expertise</i>	600 €	1 200 €	1 400 €

- Catégories C

- Arrêtés du 18 décembre 2015, du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF
Groupe 1	<i>Fonctions administratives complexes</i>	600 €	1 200 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution</i>	600 €	1 200 €	1 200 €

- Arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps d'adjoints techniques des administrations d'État dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents de maîtrise territoriaux.

AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF
Groupe 1	<i>Fonctions techniques complexes</i>	600 €	1 200 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution</i>	600 €	1 200 €	1 200 €

- Arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps d'adjoints techniques des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux.

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF
Groupe 1	<i>Fonction techniques complexes</i>	600 €	1 200 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution</i>	600 €	1 200 €	1 200 €

- Arrêtés du 18 décembre 2015, du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'État transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.

ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF
Groupe 1	<i>Fonctions nécessitant une qualification</i>	600 €	1 200 €	1 260 €

C.- Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.

- En cas de congé de maladie ordinaire : suppression du C.I. après 15 jours calendaires d'absence dans l'année civile, consécutifs ou non (le C.I. sera réduit au prorata des jours d'absence).
- En cas d'accident de service ou maladie professionnelle : le C.I. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie : le versement du C.I. est suspendu sans effet rétroactif (les indemnités versées demeurent acquises le cas échéant).
- En cas de temps partiel thérapeutique : le C.I. sera maintenu à taux plein.

D.- Périodicité de versement du complément indemnitaire

Le complément indemnitaire fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

E.- Clause de revalorisation du C.I.

Les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'État.

F.- Les règles de cumul

Le C.I. est exclusif de tout autre régime indemnitaire de même nature.

La délibération du 14 décembre 2016 énumère les cas possibles de cumul du R.I.F.S.E.E.P. avec certaines primes. L'attribution individuelle du C.I. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

G.- Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} avril 2018.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le bureau syndical est appelé à en débattre et à finaliser les modalités du complément indemnitaire.

Dans sa séance du 15 février 2018, le comité technique a émis un avis favorable sur ce projet à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL